



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique de la ville

Question au Gouvernement n° 794

Texte de la question

POLITIQUE DE LA VILLE

M. le président. La parole est à M. Hervé Féron, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Hervé Féron. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

M. Jacques Desallangre. Il est parti !

M. Hervé Féron. Le comité d'évaluation et de suivi de l'Agence nationale de rénovation urbaine s'apprête à rendre public un rapport alarmant sur la politique de rénovation urbaine. On peut y lire que, faute de moyens, les promesses faites il y a cinq ans, au lancement du plan Borloo, ne seront pas tenues, pas plus que ne le seront celles du plan " Banlieue " de Mme la secrétaire d'État Fadela Amara. Pire encore, la mixité sociale qui était l'objectif premier peine à être atteinte sur les sites concernés. De plus, alors que les experts réclament des engagements financiers plus importants, vous prévoyez dans le budget pour 2009 une subvention au strict minimum : le compte n'y est pas ! Ce manque de volonté politique, consistant notamment à minimiser les questions sociales, est extrêmement préoccupant en une période où les banlieues vont mal, très mal ! On en parle beaucoup, vous vous agitez beaucoup quand la télévision montre les voitures qui brûlent, mais quand le feu s'éteint, les problèmes tombent dans l'oubli.

Pourtant, le quotidien des personnes qui vivent dans ces banlieues n'a pas changé depuis les émeutes tant médiatisées de 2006, émeutes liées à des problèmes que vous dénonciez à l'époque, monsieur le Premier ministre, dans un plan média qui ne donna lieu à aucune réelle politique volontariste, hormis la nomination d'une secrétaire d'État-alibi, qui ne résout rien ! (*Protestations sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

M. Bernard Deflesselles. Oh !

M. Hervé Féron. Un vivre ensemble qui pâtit ; un chômage qui stagne quand il n'augmente pas, le retour à l'emploi étant peu favorisé par la déréglementation des heures supplémentaires ; un pouvoir d'achat en berne pour ceux qui ne possédaient déjà rien : voilà le bilan réel de votre politique de casse sociale dans nos quartiers, politique qui touche encore plus fortement les jeunes, les malades, les personnes âgées ! Face à cela, quelle indécence que ces 17 milliards d'euros que vous avez distribués aux plus aisés dans le paquet fiscal ! (" C'est vrai ! " sur les bancs des groupes SRC et GDR.)

Ce n'est pas de promesses mais de moyens qu'ont aujourd'hui besoin les banlieues, ainsi que d'emplois et, surtout, d'un droit à l'avenir pour une génération qui pense vivre moins bien que ses parents. Un Premier ministre ne peut pas s'enorgueillir d'échapper à la récession économique quand il organise la régression sociale, que l'on croyait cantonnée aux livres d'histoire !

Monsieur le Premier Ministre, ma question est on ne peut plus claire : que faites-vous pour les pauvres ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à Mme Christine Boutin, ministre du logement et de la ville.

Mme Christine Boutin, *ministre du logement et de la ville*. Monsieur Féron, votre question va me permettre de préciser les choses, mais je tiens tout d'abord à vous dire que je n'accepte pas les propos que vous avez tenus vis-à-vis de ma secrétaire d'État. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

S'agissant de l'ANRU, 12 milliards sont engagés. Ces 12 milliards seront versés. Les négociations que nous avons menées à bien sur le 1 % logement nous permettront de tenir nos engagements. Je vous rappelle qu'au départ, l'État s'était engagé sur 5 milliards : aujourd'hui donc, c'est sur 12 milliards, engagés et financés ! Je

tiens à vous donner des chiffres très précis : actuellement, 557 quartiers sont déclarés éligibles, dont 215 en ZUS prioritaire, et au 1er septembre 2008, pour 81,3 % desdits quartiers, le comité d'engagement a donné sa validation. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Pierre Gosnat. Avec quels moyens derrière ?

Mme Christine Boutin, *ministre du logement*. En ce qui concerne les ZUS, 89,76 % de l'effort est engagé dans la rénovation urbaine. (*Mêmes mouvements.*)

M. Julien Dray. Ce ne sont que des procédures administratives !

Mme Christine Boutin, *ministre du logement*. Pas du tout, monsieur Dray !

M. Julien Dray. Ça fait deux ans que ça dure !

Mme Christine Boutin, *ministre du logement*. Les financements sont là : plus de 10 milliards sont mobilisés.

J'ajoute qu'il y a 120 000 reconstructions et 129 000 déconstructions. Il est maintenant plus facile de signer des conventions, monsieur Dray, et l'ONZUS nous a indiqué que, compte tenu de l'accélération de ces signatures, le décalage ne sera que de deux ans.

Dans ces conditions, monsieur Féron, essayez de regarder concrètement la situation, et vous verrez qu'il n'y a pas de retard dans votre région, bien au contraire. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Hervé Féron](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 794

Rubrique : Aménagement du territoire

Ministère interrogé : Logement et ville

Ministère attributaire : Logement et ville

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 novembre 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 19 novembre 2008